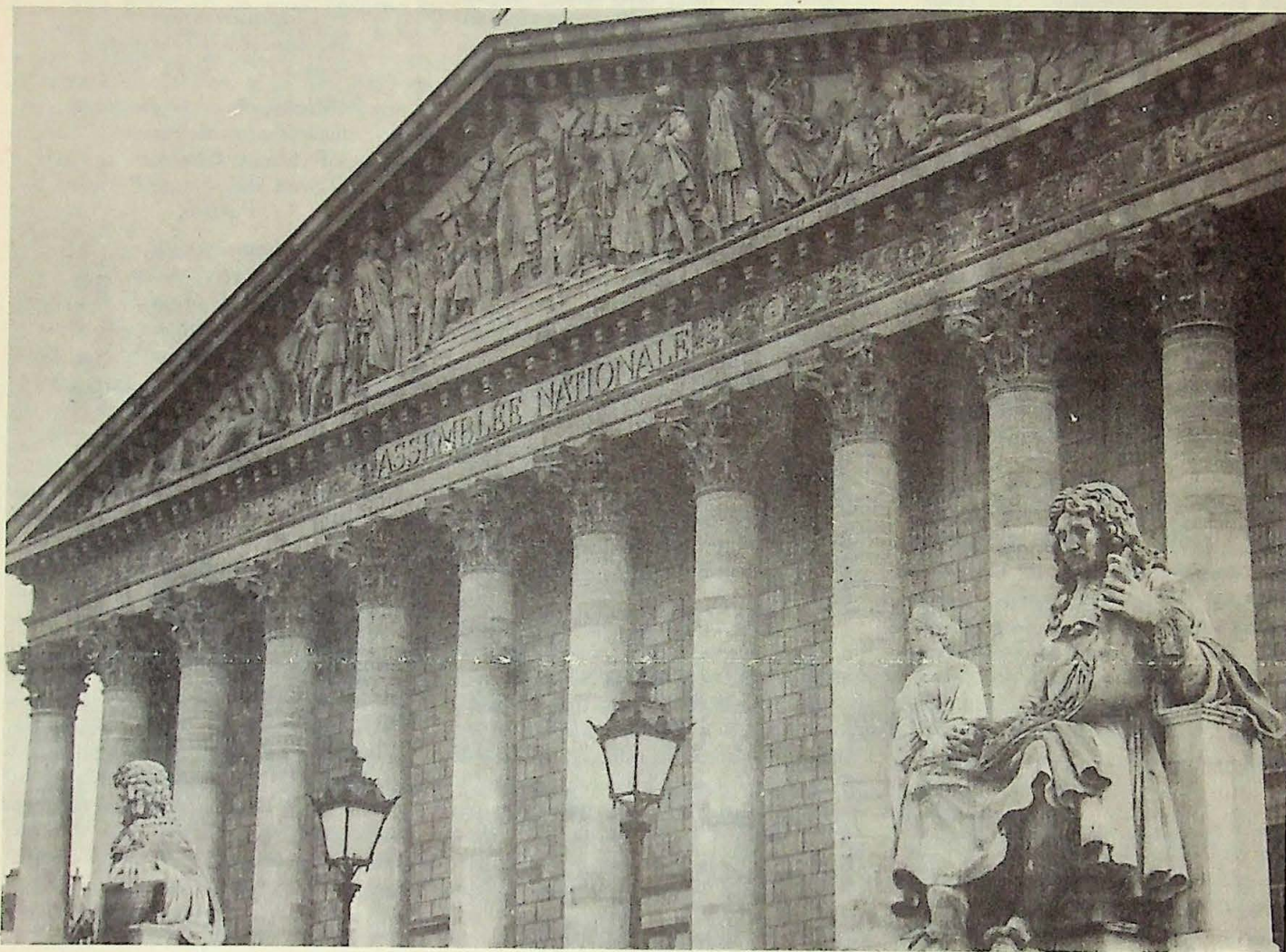


Tribune socialiste

N° 328 / 18 MAI 1967 / PRIX 0,70 F

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



ADNP.



**Prolonger
le 17 Mai**

Harris Puisais

**Fatima :
Hélas... au
Portugal !**

**V^e Congrès :
Tribunes
libres**

**Languedoc -
Roussillon :
le diagnostic
des habitants**

Jacques Compère

Vingt ans après...

Jean-François Kesler

Le 5 mai 1947, le *Journal Officiel* de la République Française publiait le décret suivant : « Les fonctions de MM. Maurice Thorez, ministre d'Etat, vice-président du Conseil, François Billoux, ministre de la Défense nationale, Ambroise Croizat, ministre du Travail et de la Sécurité sociale, Charles Tillon, ministre de la Reconstruction et de l'Urbanisme, sont considérées comme ayant pris fin, à la suite du vote qu'ils ont émis à l'Assemblée nationale le 4 mai 1947. »

Le dimanche 4 mai, en effet, les députés et les ministres communistes ont voté contre le cabinet Ramadier... auquel ils appartiennent. C'est le vendredi 2 mai que, interpellé sur

sa politique des salaires et des prix, le président du Conseil avait posé la question de confiance. Conformément à la Constitution, le scrutin avait eu lieu le surlendemain. Malgré la défection du Parti Communiste, Paul Ramadier avait obtenu la majorité. Refusant de démissionner, il préférait « démissionner » les ministres communistes.

C'était la rupture du tripartisme, la voie ouverte à la Troisième Force, la fin des espérances de la Libération. Une fin qui n'en finissait pas. Car depuis le rejet du projet de Constitution par le peuple en mai 1946, et l'élection d'une deuxième Assemblée constituante, au sein de laquelle Communistes et Socialistes

avaient perdu la majorité qu'ils détenaient dans la première, il était clair que le reflux avait commencé. Les réformes de structures avaient été stoppées.

Lentement, la IV^e République s'installait et le retour à la III^e République se profilait. La participation de l'extrême-gauche au pouvoir s'avérait de plus en plus difficile.

*De la guerre d'Indochine
à la conférence de Moscou*

Le 21 mars, les députés communistes s'étaient abstenus dans le vote de confiance sur les crédits militaires pour la guerre d'Indochine... mais les ministres communistes avaient voté pour. (Suite page 4)

Le présent numéro de T.S. paraît avec un jour de retard et sur huit pages. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs. La grève et la nécessité de ne pas manquer les événements importants de cette semaine nous ont contraints à ces modifications.

La semaine

Il y a peu, l'un des dirigeants de « l'Agence du Développement International » nous apprenait que chaque jour 10.000 personnes mourraient de faim de par le monde. Parmi elles, une majorité d'enfants. Voilà la toile de fond permanente d'une apocalypse à laquelle nous sommes accoutumés. Une telle déraison n'admet pas les demi-mesures et pourtant nous laissons se perpétuer le génocide. Ce génocide quotidien nous paraît le signe le plus éclatant d'un univers répressif que l'actualité, ces temps derniers, est venue grossir singulièrement.

Faut-il rappeler l'entreprise d'extermination au Vietnam ? Là aussi, on s'habitue et seuls quelques nouveaux drames parviennent à nous tirer de notre léthargie. Le putsch de Grèce tombé comme un coup de matraque. Médusés, nous avons regardé; aujourd'hui, nous sommes informés que 6.000 arrestations ont été opérées. C'est du moins le chiffre officiel. Les îles concentrationnaires se peuplent, les nouvelles les plus alarmantes circulent, Panayotis Elis aurait été assassiné sous la torture, Manolis Glezos risque la peine capitale, Andréas Papandréou est accusé de haute trahison. Un régime « d'ordre moral » s'installe à Athènes...

En Bolivie, c'est notre ami Régis Debray qui est très gravement menacé. Debray nous rappelle opportunément que la révolution dans le tiers monde n'est pas stoppée et que la répression s'acharne sur elle, téléguidée par Washington.

Informations terribles, souvent sans appel, qui nous font mesurer notre impuissance. Pourtant, si nous regardons dans notre propre pays, tout n'y est pas rose de ce point de vue. Oh! évidemment, aucun rapport entre la barbarie fasciste des latifundiaires d'Amérique latine ou des généraux grecs et la rigidité de notre pouvoir fort. Pour autant, faut-il oublier que Georges Pinet reste en prison pour avoir renvoyé son livret militaire en guise de protestation contre l'armement atomique ? Pour lui, des centaines de personnes ont déjà signé*. Il faut poursuivre. Au surplus, un livre émouvant et sec vient de paraître**. Son titre : *Le cachot*; son auteur : Denis Langlois; son objet : raconter une incarcération pour fait d'objection de conscience; mais aussi

et surtout, rappeler qu'en France il existe un petit « univers concentrationnaire » et que nos jeunes qui ne sont pas « sages » y font le désolant apprentissage d'un système pénitentiaire pour le moins contestable.

Encore une fois, à côté de Debray, des martyrs grecs et vietnamiens, c'est bénin. Mais il fallait que ce fût dit, car il n'y a que des distinctions de degré dans la répression, et qui s'accommodent du plus léger de ces degrés risque ailleurs de tolérer l'inqualifiable. □

* Les signatures sont adressées à Mme F. Longuet, 65, rue du Rocher, Paris-8^e.

** François Maspéro, 141 pages, 8,90 F.

Bréguet :

L'emploi en difficulté

Les tentatives de fusion entre le groupe Dassault et le groupe Floirat-Bréguet ne doivent pas faire oublier les difficultés que traverse actuellement la Société Bréguet en ce qui concerne son plan de charge.

Dès la rentrée des congés 67, il y aura environ 500 emplois excédentaires et l'on voit mal comment le trou énorme du plan de charge en 1967 et 1968 pourra être résorbé, quand on connaît les longs délais de mise en fabrication dans l'aéronautique.

Une possibilité pourtant : une commande de l'Etat français du 941 S, avion de transport à décollage et atterrissage courts, actuellement en début de série et dont l'achat de quatre appareils seulement est prévu.

Cette hypothèse semble néanmoins peu vraisemblable et les travailleurs de Bréguet vont vers des heures sombres, à l'usine de Biarritz notamment : isolement et difficulté d'une reconversion quelconque dans cette région.

Le comité d'entreprise de la Société Bréguet dénonce depuis bientôt deux ans cette situation, mais l'échéance se rapproche chaque jour sans que rien ne soit tenté pour pallier la crise de l'emploi et toutes ses conséquences sociales. □

Les jeunes de Missoffe

Les élections étant passées, M. Missoffe a pu présenter son livre blanc sur la jeunesse. Les réponses des jeunes à l'enquête du ministre font bien apparaître en effet que leurs difficultés sont la conséquence d'une situation de l'éco-

nomie et de l'enseignement dont l'actuel gouvernement porte l'entière responsabilité. L'évocation rituelle des errements de la IV^e République n'a plus grande signification auprès des jeunes qui trouvent que la V^e se montre décidément incapable d'en vaincre les conséquences et de définir une autre politique.

Les problèmes d'emploi, de logement, d'éducation, de vie culturelle, qui sont évoqués ne sont pas propres à la jeunesse, mais ils sont ressentis très durement par les jeunes. Comment, dans ce contexte, M. Missoffe va-t-il bien pouvoir définir sa « politique de la jeunesse » ? La nature de certaines questions, la présentation de certaines réponses pourrait le faire imaginer : du professionnel, du loisir dirigé et du « national »... Ah ! si seulement les chantiers de jeunesse étaient possibles. Mais on a déjà vu que l'expérience pouvait se retourner contre ses promoteurs. Alors on fera des commissions d'études... □

Le Tribunal de Stockholm

Malgré les entraves de toutes sortes, malgré son interdiction en France par de Gaulle, le tribunal international créé à l'initiative de lord Russell a commencé ses travaux le 2 mai 1967.

Très vite, les cent cinquante journalistes (avec entre autres quinze chaînes de télévision) se sont passionnés pour les débats. Les rapports présentés par les commissions internationales ont démontré la réalité de l'agression américaine, et surtout la masse de documents rapportés par les commissions d'enquête (films, photos, etc.) ont fait impression. Par deux fois, le département d'Etat américain a réfuté les arguments du tribunal; sans succès d'ailleurs, vu le nombre d'évidences accumulées lors des sessions.

Il y a eu trois grands moments au cours des sessions publiques :

- Le témoignage de notre camarade F. Kahn sur la léproserie de Quynh Lap, bombardée trente-neuf fois et pilonnée actuellement par la 7^e flotte;
- Le témoignage des pilotes américains prisonniers au Vietnam, recueillis au magnétophone par la commission japonaise;
- Et enfin l'arrivée à la barre des témoins vietnamiens : une institutrice blessée par bombe à billes, un jeune garçon de 9 ans brûlé au napalm et deux paysans du Sud brûlés au phosphore et au napalm.

Dans deux domaines, le tribunal a d'ores et déjà acquis une audience internationale :

- sur la réalité des bombardements civils, donc du génocide du peuple vietnamien, conséquence di-

Tribune Socialiste Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

Directeur Politique
Harris Puisais

Directeurs adjoints
Gérard Constant
Christian Guerche

Rédacteur en chef
Eric Bergaire

Secrétaire de la rédaction
Claude Glayman

Administration :
54, boulevard Garibaldi
Paris-15^e - SUF. 19-20

Publicité générale au Siège
de l'Administration
Publicité littéraire :
71, rue des Saints-Pères
Paris-6^e

Abonnements :
C.C.P. Paris 58 26 65
6 mois 18 F - 1 an 35 F
Soutien à partir de 70 F
Changements d'adresse : 1 F
Directeur de la Publication :
Roger Cérat

MORIAME - PARIS 1967

recte de la guerre d'agression, que plus personne ne peut plus raisonnablement contester;

— sur l'utilisation massive d'une nouvelle arme strictement anti-personnelle : les bombes à billes.

Un message du P.S.U., soutenant le tribunal, a été lu à l'ouverture des séances par le président Jean-Paul Sartre. Les conclusions ont été rendues publiques le mercredi 10 mai; elles condamnent de façon documentée les impérialistes américains. □

Pères et pères

La Télévision nous a montré ce dernier dimanche quelques images du congrès des « Parents d'Élèves des Ecoles Libres ». Il y avait tant de soutanes et de cornettes dans l'assistance que nous en avons conclu que le célibat des prêtres et des nonnes devait être supprimé depuis longtemps et que ceux-ci venaient normalement débattre en ce congrès les problèmes de l'enseignement de leurs enfants.

Ou bien alors, qu'y venaient-ils faire ? Peut-être demander que cesse toute hypocrisie et que l'expression « écoles libres » devienne « écoles confessionnelles » ou « écoles catholiques ». Ce qui serait conforme à la vérité et remettrait la liberté dans son vrai camp, celui de l'école laïque.


Editorial

Prolonger le 17 Mai

Harris Puisais

Les dernières élections que le Général de Gaulle a bien voulu condescendre à considérer « simplement comme 487 compétitions locales » ont eu, entre autre mérite, celui de nous permettre de convoiter une vie politique plus active.

Non point en ce qui concerne le dernier soliloque du Général. A part les tentures, il n'y avait rien de nouveau dans le rite. Une fois de plus, le Président s'est complu à un amphigrama sur les problèmes extérieurs succédant à l'habituel brevet d'auto-satisfaction : rien avant 1958 ; tout depuis.

Ce fut donc le grand numéro sur l'Angleterre et sa candidature au Marché commun. Est-ce un « Oui mais » ou un « Mais non » ? Nous aurons le temps dans les années de négociations qui s'ouvrent d'y repenser ! Moscou est satisfait. Londres y retrouve ses divisions. Washington est ignoré sinon oublié. La dialectique gaulliste a bien fonctionné. Le Général a pu se réentendre et se comprendre.

Nous aussi puisque le Général ne nous réserve que son petit numéro sur la politique économique et sociale, qui reste, dit-il, à l'initiative de son fondé de pouvoirs. Ce qui fait réfléchir les observateurs politiques afin de savoir si cette reconnaissance de paternité fait de Pompidou l'héritier du trône ou la prochaine victime du souverain !

Au passage il est vrai signalons deux égratinés : le Parti Communiste en premier qui voit se lever l'aube lui rappelant l'époque des « totalitaires » et des « séparatistes ». Le Général aime bien ce vocabulaire lorsqu'il doit rassurer la bourgeoisie anti-communiste et la remettre sur son orbite. Et il le tient toujours lorsqu'il est assuré que tout va bien avec Moscou et que par conséquent

les sourires sont devenus superflus avec le P.C. français.

M. Giscard d'Estaing est le second admonesté. Il se fait rappeler à l'ordre moral du gaullisme — juste assez pour que ses amis, au garde-à-vous, votent les pouvoirs spéciaux, mais point trop pour que puisse se continuer le double jeu subtil de l'influence entre membre de la même famille capitaliste.

En s'adressant à M. Valéry sur ce ton, le Général de Gaulle nous situait en plein dans la « péripétie » des pouvoirs spéciaux.

Ceux-ci nous l'avons déjà écrit ne sont nullement nécessaires, économiquement et socialement parlant, mais en conséquence des élections et par crainte des Giscardiens, ils sont devenus politiquement urgents.

La majorité « positive semblait-il » se devait, dès le départ de la législature, de régler ses comptes avant qu'il ne soit trop tard. Par conséquent il fallait « bloquer » Giscard. Le fait n'est pas nouveau et le Général le rappela : la V^e République légifère toujours par ordonnance chaque fois qu'il y a conflit interne du gaullisme.

Cette fois on peut se poser la question : mais pourquoi tant de précipitations et à la fois tant de mystères dans ces ordonnances 1967 ?

Et c'est alors que la vérité éclate qui gêne le régime. Elle prouve que de Gaulle et Pompidou ont, sur tous les problèmes, attendu trop longtemps pour les régler.

Elle prouve que tous ces problèmes ne sont pas nouveaux et que s'ils n'ont pas été résolus plus tôt et au moins dans les deux dernières années, c'est tout simplement parce que Pompidou et ses ministres avaient peur des élections.

Le meilleur pour eux c'est que les temps ont changé ; l'utilisation militaire de la majorité passée n'étant plus possible il n'y avait plus possibilité de se servir sans risques de la nouvelle majorité, disons « réduite », d'autant plus que le temps passant les situations s'étaient toutes aggravées.

C'est là que se situe la carence du Gouvernement Pompidou.

La Sécurité Sociale ? Depuis 1964 le rapport de la Commission Dobler a été déposé sans avoir jamais été discuté. Ce n'est point le temps pour tant qui a manqué ?

Le Marché commun ? On en connaît le plan d'évolution depuis 1959.

Et c'est à la demande de la France que les cadences d'application ont été accélérées et les échéances avancées.

Alors pourquoi cette panique ?

L'amendement Vallon ? L'esprit nous en fut révélé à Bayeux en 1947 et la lettre en 1949 (par ordonnance également) mais le confusionnisme demeure et on ne connaît personne qui puisse clairement l'expliquer, ce qui le rend impopulaire unanimement... sauf à l'Élysée.

Les conversions économiques ? Certes il y en a de nécessaires. Mais il y en eut aussi ces dernières années de réalisées et sans pouvoirs spéciaux, sinon sans procédé étranges : rappelons-nous l'aide aux chantiers navals venue tardivement après la sortie du Livre Blanc de 1959 et sans que la direction des chantiers ne soit contrainte d'harmoniser son plan de sauvetage avec des perspectives réfléchies et viables, tenant compte de l'évolution de l'économie générale.

Souvenons-nous également de la convention passée avec la sidérurgie... et préparée dans les antichambres des banques d'affaires aux pouvoirs c'est vrai très spéciaux...

On pourrait continuer d'autant mieux cette énumération... si on avait la chance, au moment où s'écrit cet éditorial... de connaître le contenu exact des propositions gouvernementales.

Mais il n'en est rien ce 17 au soir. Pour nous aussi bien que pour les membres de la Commission Parlementaire spéciale ! Et c'est là que résident les inquiétudes qui ont motivé la grève générale de ce jour, organisée par les quatre organisations syndicales.

En criant : « A bas les pouvoirs spéciaux » les manifestants de Paris, Marseille, Lyon, Rennes... et d'ailleurs, ne protestaient pas seulement de leur indignation contre la procédure parlementaire employée, ils savaient que se débatait ainsi une nouvelle et sévère bataille contre le régime.

Ils connaissent en effet par expérience les méthodes et les habitudes du gouvernement qui tend toujours

à diminuer la marge de manœuvres des syndicats en même temps qu'il se refuse à tout dialogue avec eux.

Ils ont conscience, puisqu'il s'agit de leur vie quotidienne, que de plus en plus la situation sociale va être un des éléments dominants de la vie politique et ils savent bien, eux, que le climat social se détériore de plus en plus. Non pas seulement par les seules revendications salariales, mais, et c'est là que réside le fait le plus important de la grève du 17 mai, parce que les travailleurs s'interrogent sur les vrais problèmes économiques et sociaux, non plus parcelaires ou catégoriels mais vus sous l'angle de la politique générale de l'emploi, de l'économie de marchés, de la société de consommation... (et le fait que les grévistes d'hier à Saint-Nazaire et Lyon aient manifesté en très grand nombre est significatif à ce sujet).

Alors il est vrai que les combats contre le régime gaulliste peuvent prendre un aspect nouveau. Celui-là que justement notre Parti a toujours prévu en recommandant l'alliance effective entre les partis de gauche et les forces syndicales.

Nous souhaitons vraiment que cette conjonction d'un jour se développe. Et plus que jamais nous prétendons que c'est le moment d'ouvrir le large et franc débat du programme politique commun aux forces de la gauche.

Défiler de la Bastille à la République ne serait rien pour les travailleurs, s'ils ne se déterminaient pas à rechercher en commun (selon des formes qui respectent l'indépendance des partis et des syndicats), les moyens d'action qui non seulement dans un premier temps obligent le gouvernement à modifier quelque peu ses intentions, mais créent surtout les meilleures convictions pour que l'ensemble des masses populaires se prépare à affronter les grands réformes de structure dont notre pays a besoin.

Ce qui compte le plus maintenant c'est d'assurer le prolongement de ce 17 mai.

Notre Parti ne manquera pas dans les prochains jours, de battre le fer quand il est encore chaud. □

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom

Prénom

Adresse

.....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

(Bulletin à retourner au siège du PSU, 81, rue Mademoiselle, Paris (15^e)).

STAGES DE FORMATION

Le Parti organise cet été un Stage National de Formation

du 31 JUILLET au 5 AOUT 1967

AU RELAIS INTERNATIONAL DE LA JEUNESSE
dans l'ILE DE MIGNEAUX à POISSY.

Le programme sera consacré aux « Perspectives de la lutte contre le gaullisme », dans le domaine économique et social et dans le domaine politique.

« TRIBUNE SOCIALISTE » publiera la semaine prochaine un programme plus précis et les indications matérielles.

Retenez dès à présent vos dates.

Les demandes de renseignements peuvent être directement adressées au Secrétariat National du Parti.

L'échec du tripartisme

(Suite de la 1^{re} page)

La France avait été engagée, pour ainsi dire à son insu, dans la guerre d'Indochine, une première fois sous de Gaulle, une seconde fois sous Bidault. Le ministre socialiste de la France d'Outre-Mer, Marius Moutet, envoyé sur place, s'était laissé circonvenir, inaugurant ainsi une solide tradition, tandis que la doctrine officielle prenait corps : rétablir l'ordre avant d'engager des négociations.

D'autre part, le 29 mars, une insurrection avait éclaté à Madagascar. Elle fut suivie d'une terrible répression. Le gouvernement, qui tient trois députés malgaches (MM. Raseta, Ravohangy et Rabemanjara) pour responsables du mouvement, veut obtenir la levée de leur immunité parlementaire. Par la suite, c'est Pierre Stibbe qui assumera courageusement leur défense.

En fait, la rupture de la coalition des trois « grands » partis (P.C.F., S.F.I.O., M.R.P.) qui avaient dominé la scène politique depuis 1944 n'était-elle que la conséquence de la rupture de l'alliance des trois « grands » Etats (U.R.S.S., Grande-Bretagne, Etats-Unis) ? A vingt ans de distance, on répond généralement par l'affirmative.

Il est vrai que le 11 mars 1947, le président Truman avait déclaré devant le Congrès américain : « Je crois que les Etats-Unis doivent soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées, ou des pressions venues de l'extérieur. » Dès le 18, Raymond Aron pouvait écrire dans *Combat* : « Le discours Truman est un élément du jeu politique à l'intérieur de tous les pays du monde. Que les Américains voient dans les progrès de n'importe quel parti communiste... une avance de la Russie soviétique, donc une menace pour leurs propres intérêts, on le savait déjà, mais on n'osait pas toujours se l'avouer. Désormais, l'équivoque n'est plus possible. »

Il est vrai qu'au même moment les Communistes étaient écartés des gouvernements en Belgique comme en Italie et que l'Europe avait « besoin de l'aide américaine ». Il est probable que la détérioration des relations internationales (et notamment l'échec de la conférence de Moscou, qui a vu le ministre français des Affaires étrangères Bidault rejoindre le camp anglo-américain) a conduit le Parti Communiste à durcir ses positions.

Il est probable que Ramadier et Auriol aient été décidés à se séparer des ministres communistes.

Mais la rupture du monde en deux camps n'est pas encore très nette à l'époque, et surtout elle n'est pas encore très nettement perçue.

Dans le *Populaire* du 8 mai 1947, Léon Blum écrit : « Le Conseil national (du Parti Socialiste) a suspendu (le 6 mai 1947) l'application d'une

règle posée par lui-même dans ses précédentes sessions et qui prescrivait aux élus du Parti Socialiste de ne participer en aucun cas à un ministère d'où le Parti Communiste fût absent. *S'il l'a fait, ce n'est pas pour donner un coup de barre ou pour trancher un câble.* »

De son côté, le Parti Communiste espère revenir au pouvoir. A son congrès de juin, il se présente encore comme un parti de gouvernement et non point d'opposition. C'est seulement en septembre 1947 que le Kominform sera créé. Lors de sa première réunion, le P.C.F. sera d'ailleurs accusé de faiblesse et d'opportunisme.

Inflation galopante et marché noir

En tout état de cause, il ne pouvait pas continuer à cautionner la politique des salaires et des prix.

Car, le 25 avril 1947, la grève a été déclenchée aux usines Renault. Elle est partie de la base. Les dirigeants cégétistes s'efforçant d'abord, et de toutes leurs forces, de stopper le mouvement. Depuis la Libération, la C.G.T., où l'influence communiste est prédominante, ne cesse d'inciter les travailleurs à produire. Le Parti Communiste Français n'est plus un parti d'agitation, mais de gouvernement. Il prêche la sagesse, la modération, l'effort. A son retour de Moscou, en novembre 1944, Maurice Thorez s'est écrié : « S'unir, travailler, combattre ! » Dès août 1944, et comme en 1936, les dirigeants communistes ont écarté l'hypothèse de la révolution. La France est alors libérée par les Anglo-Américains, elle se trouve dans le camp occidental et toute tentative de prise de pouvoir remettrait en cause le partage en deux zones d'influence, anglo-américaine et russe, qui sera bientôt consacré à Yalta (outre qu'elle nuirait à la poursuite de la guerre, qui n'est pas terminée). Le P.C.F. s'engage résolument dans la voie légaliste, parlementaire, électorale. Maurice Thorez a déclaré, le 18 novembre 1946, au *Times* : « Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. » Quand, dans le cabinet Ramadier, François Billoux obtenant la Défense nationale, le P.C.F. sera considéré comme un grand parti « à part entière », ce sera le triomphe !

« Premier parti de France » en octobre 1945 (puis, à nouveau, en novembre 1946), le P.C. se dit « le » parti de la classe ouvrière, et néglige quelque peu sa base prolétarienne, dont il se croit sûr. Ce sont les paysans, les artisans et les commerçants qu'il essaie de séduire. Il utilise les sentiments d'union nationale plus

que les sentiments de révolte sociale. Début 1945, Pierre Mendès France, ministre de l'Economie nationale dans le Gouvernement Provisoire de la République Française, présidé par le général de Gaulle, présente un projet rigoureux et cohérent destiné à stopper l'inflation galopante et le marché noir qui ruinent la monnaie, désorganisant les échanges et anéantissant le pouvoir d'achat des salariés. La masse monétaire est alors le triple de ce qu'exigent les échanges au niveau des prix et de la production au moment. Une ponction monétaire s'impose. L'ancien député du Front Populaire demande donc l'échange des billets de banque, l'estampillage des bons du Trésor, le recensement des comptes en banque et le blocage des moyens de paiement avec fixation d'un plafond par individu, la confiscation des profits illicites (imputables à la collaboration économique et au marché noir), un impôt sur le capital, le blocage des prix et des salaires après une remise en ordre générale, la réduction des marges bénéficiaires des intermédiaires.

Le Parti Communiste est résolument hostile à cette politique d'austérité... et de justice. La conjoncture économique de l'époque privilégie les paysans, les artisans et les commerçants (et, bien entendu, les industriels!). Le parti de Maurice Thorez ne veut pas les mécontenter, et il défend les « lessiveuses ». Il est d'accord avec le M.R.P., les Radicaux et la droite classique. A l'Assemblée consultative, le Parti Socialiste apporte son appui à Mendès France, mais en Conseil des Ministres, Lacoste (ministre de la Production industrielle) et Ramadier (ministre du Ravitaillement) se dérobent.

En définitive, de Gaulle tranche en faveur de Pleven, ministre des Finances, et chef de file des adversaires du blocage des billets. Le 6 avril 1945, Pierre Mendès France donne sa démission.

La France s'engage définitivement dans la voie de l'inflation.

Un an plus tard, Félix Guoin, devenu président du gouvernement après le départ du général de Gaulle, le 20 janvier 1946, propose à l'ancien ministre de l'Economie nationale d'entrer dans son cabinet et de retrouver son portefeuille, mais il lui refuse les moyens d'engager une politique de rigueur financière... et par conséquent de justice sociale. Pierre Mendès France décline l'offre.

La coalition de gauche confirme donc l'orientation antérieure. En matière économique et financière, comme en matière coloniale, les trois grands partis, débarrassés de De Gaulle, poursuivent sa politique.

Quand, dans le cabinet Ramadier, André Philip, ministre de l'Economie nationale, voudra réformer les circuits de distribution, il se heurtera à l'opposition conjuguée de Guy Mollet et de Maurice Thorez. Lorsqu'il voudra décréter une seconde baisse des prix (la première ayant été dé-

crétée par Léon Blum), il se heurtera au président du Conseil.

Le résultat est clair : les ouvriers, les employés, les fonctionnaires et les cadres font les frais de la reconstruction économique du pays. Dès la fin 1947, la production industrielle retrouvera à peu près son niveau de 1938 (inférieur, il est vrai, au niveau de 1929). Mais, de décembre 1944 à décembre 1945, le coût de la vie augmente de 61 %; de décembre 1945 à décembre 1946, de 74 %; de décembre 1946 à décembre 1947, de 56 %. Si les prix prennent l'ascenseur, les salaires prennent l'escalier. Par exemple, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a reculé, en moyenne, de 40 % entre 1945 et 1949 !

Paradoxe : la France est gouvernée par les ministères les plus à gauche qu'elle ait jamais connus dans son histoire... et le pouvoir d'achat des salariés est amputé comme il ne l'a jamais été depuis un siècle. Certes, les destructions de guerre et les impératifs du relèvement imposent l'austérité. Mais l'austérité signifie misère pour les masses citadines et luxe pour les riches ou les enrichis. L'épuration a épargné à peu près les collaborateurs économiques. Le marché noir fleurit à l'aise. C'est avec lucidité et courage qu'Edouard Depreux déclare à l'Assemblée constituante : « Le gouvernement sera jugé par le peuple selon sa capacité à supprimer le marché noir. »

La révolte populaire

Aussi bien, malgré l'encadrement cégétiste, les « grèves sauvages » se multiplient, des scissions syndicales éclatent (dans les P.T.T., à la R.A.T.P.). C'est, finalement, la « révolte » de Boulogne-Billancourt.

Le 29 avril 1947, devant l'ampleur et le succès du mouvement, devant l'échec total des consignes communistes, la C.G.T. reprend à son compte les revendications ouvrières. Et le lendemain, c'est au tour du P.C.F. lui-même d'embotter le pas. Le P.C.F. est désormais dans l'incapacité de freiner les revendications salariales, sous peine de perdre sa base ouvrière. C'est ce qu'il ne peut pas se permettre, à moins d'être seul au pouvoir. En effet, hier comme aujourd'hui, il ne craint rien tant que d'être débordé sur sa gauche. Or, précisément, en novembre 1946, un candidat du P.C.I., Yvan Craipeau, a manqué de peu d'être élu en Seine-et-Oise, et les trotskystes, dont l'audience gagne partout, n'ont pas été étrangers au déclenchement de la grève Renault.

De son côté, la S.F.I.O. a commencé de subir les conséquences du mécontentement populaire. Dès juin 1946, le processus de son déclin électoral est entamé. Il s'accélère en novembre 1946. L'Assemblée nationale, en mai 1947, compte moins de députés socialistes (105) que la Chambre en 1936 (150) ou même en 1932 (131).

C'est ce qui explique largement le succès, au congrès d'août 1946, de la « gauche ». Guy Mollet, qui l'ani-

me, en profite pour s'installer au secrétariat général, La motion qu'il a présentée, et qui a été adoptée, précise: «(D)oivent être condamnées toutes les tentatives de révisionnisme, notamment celles qui sont inspirées par un faux humanisme, dont le vrai sens est de masquer cette réalité fondamentale qu'est la lutte de classes. C'est cet affaiblissement de la pensée marxiste dans le Parti qui l'a conduit à négliger les tâches essentielles... pour se cantonner dans l'action parlementaire et ministérielle... » Mais, après cette belle envolée de lyrisme révolutionnaire, la motion poursuit: «(L)'unité politique ouvrière demeure pour nous un objectif capital. Mais nous sommes obligés de constater qu'elle ne sera pas réalisable tant que les partis communistes nationaux ne se seront pas libérés de leur assujettissement politique et intellectuel vis-à-vis de l'État russe, et tant qu'ils ne pratiqueront pas une véritable démocratie ouvrière... » A la suite de quoi, le comité d'entente socialiste-communiste, mis sur pied après la Libération, est définitivement enterré. Le divorce entre le comité directeur et le groupe parlementaire n'en continue pas moins. Au Conseil national qui entérine l'éviction des ministres communistes, Guy Mollet qui demande, avec Marceau Pivert, la démission du gouvernement, est battu. Cette démission, il l'obtiendra d'ailleurs en octobre 1947, mais Paul Ramadier ne s'effacera que pour céder la place à Robert Schuman. L'heure de la Troisième Force aura vraiment sonné, et Guy Mollet se fera le champion de la politique qu'il a combattue.

Quoi qu'il en soit, en mai 1947, la rupture du tripartisme n'entraîne aucune réaction populaire. La dislocation du Front Populaire deuxième manière se réalise dans l'indifférence générale. L'apathie de la classe ouvrière est significative (comme elle le sera en mai 1958). Elle est le résultat de l'échec de la politique économique et financière de la coalition des partis de gauche.

Leçons pour notre temps

Bien entendu, le tripartisme était condamné à terme par la guerre froide et ses incidences dans chaque pays de chaque camp. Mais il était également condamné par ses propres fautes.

L'unité de la gauche, pour être une condition nécessaire de la marche au socialisme, n'est pas une condition suffisante. Au demeurant, il est indispensable qu'un gouvernement de gauche ne comprenne que des éléments de gauche et ne s'appuie que sur des forces de gauche. Or, le M.R.P., bien qu'il comprît à l'époque une authentique aile gauche, n'en comptait pas moins une majorité conservatrice. Mais la S.F.I.O., redoutant la tête-à-tête avec le P.C., ne voulait pas gouverner sans lui, même quand il a existé une majorité parlementaire socialo-communiste. D'ailleurs, cette unité était formelle car elle ne reposait pas sur un program-

me commun précis, mais sur un accord vague.

De plus, la gauche doit être capable de matriser l'économie et les finances. Certes, le niveau de production et le niveau de vie sont tels en 1967 que les forces socialistes bénéficient d'une marge d'erreur appréciable. Mais elle est malgré tout limitée. Les masses populaires peuvent accepter des sacrifices, elles ne peuvent pas admettre d'être sacrifiées aux privilégiés par un gouvernement de gauche.

Ce qui a d'abord manqué aux gouvernements de gauche, en 1945-49, c'est une doctrine. Ils manquaient de perspectives claires sur les voies et moyens du passage au socialisme. Bien sûr, communistes et, dans une moindre mesure, socialistes, s'affirmaient marxistes. Mais, précisément, la théorie marxiste de la plus-value, dans son interprétation littérale, si elle permet d'expliquer l'exploitation des salariés, en tant que travailleurs, par les patrons, ne permet pas d'expliquer leur exploitation, en tant que consommateurs, par les intermédiaires. Or, dans une économie de pénurie, cette exploitation-ci est capitale.

Ce qui a ensuite manqué aux gouvernements de gauche, en 1945-47, ce sont des hommes. On peut être un excellent militant et un médiocre technicien. Lénine en avait fait l'observation après 1917. Malheureusement, ses leçons ont été oubliées. Cependant, le P.C., et davantage encore, la S.F.I.O., ne manquaient pas d'hommes de valeur dans leurs rangs. Mais les ministres leur ont souvent préféré des amis personnels ou des hommes d'appareil.

Ce qui a enfin manqué aux gouvernements de gauche, en 1945-47, c'est la cohésion. Les présidents du Conseil régnaient, ils ne gouvernaient pas. Chaque parti considérait ses ministres comme ses délégués, et chaque ministre son département comme un fief. La concurrence entre partis n'était pas compensée par l'autorité du chef du gouvernement. Enfin, les ministères se sont succédé à une cadence accélérée. La droite, qui se contente de gérer la société, peut s'accommoder de l'instabilité et de la faiblesse gouvernementales; la gauche, qui veut transformer la société, ne le peut pas.

Ce qui a été vrai pour la politique économique et financière l'a été aussi pour la politique d'outre-mer. Les partis de gauche n'avaient pas de véritable doctrine « coloniale », leurs leaders ignoraient les questions « coloniales » et, lorsqu'ils assumaient des responsabilités, ils ne savaient pas s'entourer d'hommes compétents, nommer sur place des hommes sûrs, l'action « coloniale » des gouvernements était incohérente et désordonnée.

L'expérience du tripartisme doit être méditée. Reconnaître son échec, recenser ses erreurs et ses fautes, ce n'est pas méconnaître son œuvre et se laisser aller au plaisir de la critique, c'est au contraire préparer les conditions des succès de demain. □



Fatima

"Coup de barre à droite..."

Harris Puisais

Il est vrai que nous considérons comme « positives » pour l'évolution de l'Humanité, les décisions prises par les derniers Conciles.

Sur bien des points, elles donnent raison à ceux des catholiques qui veulent le plus possible mettre en harmonie les principes de leur foi avec leurs actes quotidiens. En témoignant sur des incidents d'actualité, le Pape prend parfois partie dans un sens qui est le nôtre. L'Homme dont il s'inquiète dans ce cas étant celui qui vit et subit notre monde d'aujourd'hui bien plus que celui qui s'en isole ou s'y complait. Et nous savons bien que des voix discordantes se font entendre à l'intérieur de l'Eglise, dénonçant, menaçant, criant au scandale et prêchant la croisade des « intégristes »... C'est ce qui explique sans doute que dans son gouvernement du Vatican, le Pape donne tantôt un coup de barre à gauche (et il va aux Indes), tantôt un coup de barre à droite (et il se rend au Portugal). Les services de presse du Vatican avaient tellement insisté sur le « caractère purement religieux » de ce pèlerinage à Fatima, sur le « non-passage par Lisbonne » du Saint Père... qu'on ne pouvait qu'être mis en alerte par tant de précautions.

Bien sûr, il y eut la Messe devant un million de curieux et de fidèles, il y eut l'Eurovision pour « informer » le monde de cette ferveur, venue, et c'est vrai, des couches les plus pauvres de ce Portugal de l'éternelle misère.

Mais il y eut aussi l'audience accordée au Président Salazar qui, depuis 40 ans, en fils soumis de l'Eglise, maintient au Portugal pour mieux régner, ce régime de police et de prisons, établi avec la complicité du clergé portugais.

Mais il y eut aussi les entretiens avec les anciennes familles royales du Portugal... et d'Espagne... cette dernière espérant bien, ainsi bénie par le Pape, accroître son autorité pour succéder au général Franco et maintenir l'Espagne catholique et royaliste.

En redonnant du lustre à une manifestation « traditionnelle » du rite catholique dans un pays à la foi simple et au clergé insolent et complice d'un gouvernement de dictature, le Pape savait bien ce qu'il faisait, et son message le précisa.

...sur le Concile : en s'élevant « contre une interprétation arbitraire et non autorisée par le Magistère de l'Eglise, du réveil provoqué par le Concile ».

...sur les écrits des penseurs chrétiens de notre siècle, en protestant : « contre les idéologies nouvelles et particulières dont le résultat serait d'enlever à la règle de la foi tout ce

que la pensée moderne, à qui manque parfois la lumière de la raison, ne comprend pas et n'apprécie pas ».

...sur la liberté religieuse dans « les pays où elle est opprimée » et où d'après l'éternelle antienne n'existe pas « la véritable liberté civile » et où « la négation de Dieu est présentée comme la vérité des temps modernes ».

Qui ne voit, relisant cela avec honnêteté, que ce dimanche à Fatima, le Pape tenait à ces fidèles un langage réactionnaire, en net retrait sur l'esprit du Concile? Nous étions loin du dialogue œcuménique entre croyants ou entre croyants et incroyants ! Les vérités absolues de l'Eglise toute puissante, même celles les plus controversées, nous étaient calmement rappelées. A l'heure de Fatima, il ne faisait pas bon être chrétien de gauche.

Enfin, dernière remarque, elle aussi plus politique hélas que religieuse. Le Portugal mène en Afrique une guerre ignoble et je peux en porter témoignage pour l'avoir vue en Angola et en Mozambique. Des hommes luttent chaque jour, dans des conditions impossibles, pour que leur vie ne soit plus celle d'esclaves. Comme leurs frères d'Amérique Latine, ils n'ont comme seule solution que la lutte armée. Contre eux le colonialisme a utilisé toutes ses roueries, ses hypocrisies, ses lâchetés. S'ils veulent un jour vivre libres, ils doivent préparer les meilleurs d'entre eux à mourir. Aucune autre solution n'existe. Et pour eux, le Pape et Salazar à Fatima, ce n'est qu'une certitude de plus que le monde fermera ses yeux égoïstes sur leur sort.

Et qui plus est si : « Hommes, ne faites pas de destruction et de morts... » peut s'adresser aux U.S.A. bombardant Hanoï... on trouve dans ce message également : « Hommes, ne faites pas de révolution et de subversion ». Ce qui produit pour le confort des catholiques d'Amérique Latine ou d'Afrique, si bien imprégnés des concepts missionnaires, ne peut que leur apporter un atout supplémentaire dans leur lutte contre les « rebelles » ou « guerilleros ».

« Ne faites pas de révolution »... Continuez à vivre à genoux, insultés, pressurés, piétinés... Attendez, priez, le Ciel vous aidera...

Le temps de Fatima n'est plus, c'est aujourd'hui le temps d'Hanoï, de Saint-Domingue, de Bolivie, d'Angola ou du Guatemala. C'est sans doute pour quoi, éternelle rencontre, l'agnostique que je suis était l'ami du catholique Regis Debray. Au nom de cette amitié je ne pouvais me taire aujourd'hui devant l'hypocrisie d'une puissance, fût-elle même spirituelle. □

Statu quo ou efficacité plus grande

Il y a ceux qui veulent aller à la Fédération et ceux qui refusent d'y aller. Cette façon de présenter l'option à faire au prochain Congrès est simple, mais ne correspond pas du tout à la réalité.

Il s'agit en fait de savoir comment nous pouvons poursuivre et renforcer la lutte que nous menons depuis des années pour l'unité et le renouvellement de la gauche et du socialisme : c'est là qu'est le seul et le vrai problème.

Nous devons analyser ce qui s'est passé depuis deux ans, dans la gauche notamment, comprendre le sens de son évolution, et nous situer le mieux possible par rapport à elle.

Il me paraît évident que face au gaullisme dont les contradictions se développent, la gauche a tendance à unifier ses efforts et à se présenter avec un visage différent. Les rapports entre le P.C.F. et la F.G.D.S. s'améliorent, les accords se développent. On assiste, parallèlement, à un renforcement, à une certaine unification et à une harmonisation des luttes syndicales.

Bien sûr, tout cela est encore imparfait. Les hommes, les habitudes, les démagogues, les sectarismes subsistent, et souvent les responsables de la F.G.D.S., comme ceux du P.C.F., s'arrangent pour que les hommes du renouveau, et notamment ceux du P.S.U., ne participent pas à ces transformations.

Allons-nous les laisser faire et nous replier sur nous-mêmes ? Allons-nous nous isoler d'une gauche qui se fait sans nous ? Allons-nous laisser notre courant politique et nos militants sans prise sérieuse sur la vie politique des années qui viennent ?

N'oublions pas la leçon des élections où, presque partout, même dans les secteurs où le P.S.U. est actif et où la F.G.D.S. est pratiquement inexistante, les électeurs de gauche ont donné deux à trois fois plus de voix au candidat isolé F.G.D.S. qu'à l'équipe militante P.S.U.

Ils ont voté pour un « courant politique » en évolution qu'ils voulaient porter en tête de la gauche ; même s'ils avaient des réticences envers les dirigeants de la F.G.D.S. et de la sympathie pour les hommes et les idées du P.S.U.

Il s'agit donc pour nous, si nous voulons continuer notre combat, de trouver le moyen de participer à ce courant d'unification et de renouvellement de la gauche sans disparaître. Il s'agit de peser de tout notre poids sur ce qui se fait, d'être présent au moment voulu, là où se discutent les vrais problèmes de programme et de tactique, où se prennent les décisions, où se prépare la

Pour un débat à pleine clarté

Désireux de me tenir au courant, en tant que militant comme en tant que secrétaire fédéral, j'ai lu attentivement les deux textes d'orientation proposés pour le prochain Congrès National, et d'abord je n'ai guère vu en quoi ils diffèrent...

On y retrouve en effet en gros les mêmes idées les mêmes objectifs (que pour abrégé je ne vais pas reprendre) ; la seule opposition concerne les rapports avec la F.G.D.S. : le premier texte envisage une entrée éventuelle du P.S.U. dans cette Fédération, alors que le second l'exclut pour le moment. Mais le premier y met des conditions précises, qui la rendent probléma-

conquête du pouvoir par la gauche. Il s'agit d'être, si l'on me permet cette expression : « le ferment dans la pâte ».

Car ne nous y trompons pas ; la gauche non communiste s'unifie et « se fait », l'alliance entre cette gauche et les communistes se renforce : il sera de plus en plus difficile de peser sur elle « de l'extérieur ».

C'est pourquoi, en attendant que le Front Socialiste se concrétise par une confédération de toute la gauche, il faut rechercher une formule de coordination des efforts et d'association avec celle des deux formations de la gauche dont les structures souples le permettent, donc avec la F.G.D.S.

Le Congrès doit décider si la direction du Parti est autorisée à négocier avec la F.G.D.S. afin de rechercher une formule qui permette cette coordination et cette concentration des efforts, tout en préservant l'autonomie d'organisation du P.S.U. et ses possibilités d'expression publique.

Il ne s'agit pas de se diluer dans une F.G.D.S. mythique et monolithique, ni de se mettre à la remorque de qui que ce soit ; il s'agit d'essayer de porter le combat où se trouvent les combattants.

Si la négociation échoue, nous revenons au statu quo sans dommage pour le P.S.U. car un échec dû au sectarisme de nos partenaires ou à leur volonté de nous étouffer se retournerait contre eux et non contre nous.

Le choix est donc clair : maintien du statu quo avec isolement progressif du Parti conduisant à son inefficacité ; ou bien recherche de possibilités d'actions (1) plus efficaces, en prise directe sur la réalité politique d'aujourd'hui.

Je préfère la position dynamique et le développement de notre combat dans des secteurs nouveaux, à la position conservatrice et au repli sur soi ; même si la lutte est plus difficile, même si nous sommes confrontés à des hommes souvent contestables, car l'objectif est de taille : il s'agit d'aider la gauche et le socialisme à réussir leur prise du pouvoir. Cela vaut la peine de prendre quelques risques. — Henri LONGEOT.

(1) A propos des campagnes d'action proposées dans le texte 2, il ne s'agit pas seulement, à notre avis, de les définir à chaque congrès, mais d'être capables de les organiser avec efficacité : ce n'est pas dans l'isolement que nous pourrions le faire.

tique (si elles sont respectées), et le second ne la rejette pas à plus longue échéance. Puisqu'on veut, paraît-il, rendre les choses claires, autant vaut qu'elles le soient complètement : aussi me permettrai-je d'interpréter à ma façon les deux points de vue.

Il me semble en effet qu'il y a deux extrêmes : certains sont déjà décidés à entrer à la F.G.D.S. à n'importe quelle condition probablement pour lui donner plus de poids à gauche, et la faire basculer franchement de ce côté. D'autres ne le veulent à aucun prix, condamnent les « vieux partis » et considèrent que seule la « nouvelle gauche », regroupée autour du P.S.U., peut mener l'ensemble de la

gauche à la victoire du socialisme.

Je ne suis d'accord avec aucune de ces tendances. Je suis contre la première pour avoir fait une expérience malheureuse de minoritaire au sein de la S.F.I.O., jusqu'en 1958 : pendant la guerre d'Algérie j'ai été de ceux qui espéraient changer la politique de ce parti ; on sait à quoi nous avons abouti. On peut être minoritaire, quand on est d'accord sur l'essentiel (c'est ma position au P.S.U. depuis plusieurs années) ; sur les questions importantes, nous nous sommes retrouvés, et je n'ai eu dans l'ensemble aucune difficulté à participer aux campagnes (électorales ou autres) lancées par le parti. L'entrée à la F.G.D.S. ne serait donc possible, à mes yeux, que si elle adoptait un programme en accord avec celui du P.S.U. sur certains points précis et essentiels : par exemple, sur le plan économique et social, des mesures qui attaqueraient le régime capitaliste et entraîneraient le plus rapidement possible sa disparition sur le plan extérieur, la condamnation de l'impérialisme américain et l'aide au Vietnam. Il s'agirait là de positions qui seraient non un point de départ dans une discussion, avec possibilité de concessions, mais les conditions sur lesquelles on ne pourrait transiger. Cela n'est pas exclu dans le texte Beregovoy, mais j'aimerais en être sûr. Car il est alors probable que dans la situation actuelle l'accord ne pourra se faire avec la F.G.D.S. (ces

La voie de l'alternative socialiste

Il y a, entre les deux textes proposés à la discussion du Congrès, une différence d'état d'esprit. L'un s'attache au développement du courant socialiste et, considérant que le P.S.U. en est un élément essentiel, pose les conditions de ce développement et de ses alliances et fait un certain nombre de propositions de travail. L'autre, parsemé de sous-titres vigoureusement ambitieux, se situe en réalité dans la logique d'une direction sortante plus soucieuse de tactique et de « conversations » que de développement du courant socialiste auquel nous nous rattachons. Il n'est pour s'en convaincre que de considérer le caractère peu sérieux du catalogue électique qui est sensé permettre de « donner une orientation socialiste au programme » alors qu'il relève de la pire énumération démagogique. Qu'est-ce que cette refonte de la police et de l'armée qui n'est liée à aucune conception de l'Etat ? S'agit-il de conquérir on ne sait quelle « clientèle ».

Pourquoi donc l'agression impérialiste au Vietnam n'est-elle plus qu'une « intervention » ? Sans doute adoptons-nous déjà le langage de nos futurs « associés ».

Tout cela est bien peu sérieux. En réalité, le programme est devenu second devant la fièvre négociatrice de camarades désireux de discuter du contrat de mariage du P.S.U. et de la F.G.D.S. ; de camarades qui semblent oublier que le problème n'est pas que la gauche conquière le pouvoir n'importe quand et n'importe comment. Il est que la gauche se donne les moyens d'engager résolument la marche vers une société socialiste. Il est clair que nous n'en sommes pas là, que beaucoup de problèmes restent à résoudre. Le P.S.U. contribuera à la solution de ces problèmes d'autant plus efficacement que, loin de se perdre dans les méandres tactiques d'une négociation avec

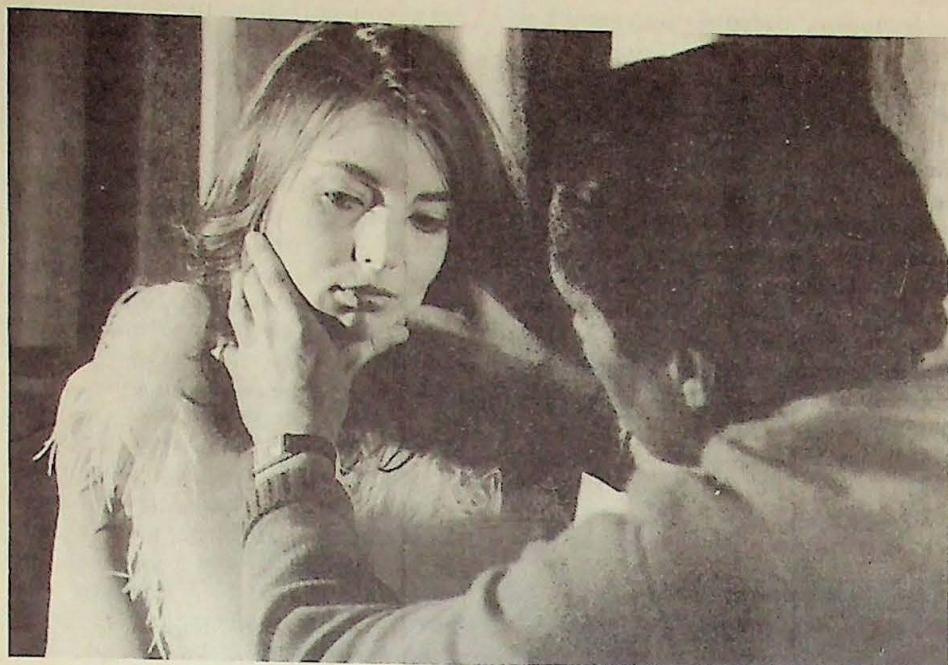
points ne peuvent être adoptés par les radicaux ou même bon nombre de gens de la S.F.I.O.).

La deuxième tendance espère du P.S.U. seul la victoire de la gauche ; nous risquons d'attendre longtemps, sinon indéfiniment, et surtout de laisser passer la chance qui peut se présenter assez rapidement. Nous avons un rôle à jouer, mais pas à nous seuls, mais par l'unité avec les autres partis de gauche, malgré leurs insuffisances et leurs défauts. Nous ne devons donc pas nous couper d'eux, et plus particulièrement des éléments les plus proches de nous, qui existent déjà à l'intérieur du P.C.F. comme de la F.G.D.S. Cette conclusion n'est d'ailleurs pas exclue non plus dans le texte Arthuys, mais là encore je voudrais savoir si mon interprétation est exacte.

Car si chacun des deux textes aboutit aux conclusions que je viens d'en tirer, il n'y a en réalité pas d'opposition bien nette entre eux, mais une simple question de tactique. Tandis que s'il y a opposition réelle, les deux points de vue sont ceux des extrêmes que j'ai critiqués précédemment : et il serait honnête qu'ils soient présentés aux militants pour ce qu'ils sont, et non pas camouflés derrière des apparences trompeuses. Peut-être les intéressés pourront-ils donner quelques précisions ? Le débat est assez important pour qu'il soit mené en toute clarté. Paul TREMINTIN, Secr. fédéral du Finistère.

une force politique ambiguë, il continuera à faire entendre dans la coalition de gauche la voix de l'alternative socialiste. Il est plus que jamais nécessaire que le P.S.U. n'atténue en rien la vigueur de propositions programmatiques et stratégiques résolument anticapitalistes. Il est plus que jamais nécessaire qu'une force socialiste dynamique et extérieure à la F.G.D.S. soit à la fois un moteur de l'évolution du P.C.F. et un obstacle à son alignement sur des forces politiques situées aux franges extrêmes du socialisme et du mouvement ouvrier.

Ainsi qu'il est dit dans le court préambule du texte 1 : « Un parti socialiste sérieux ne remet pas en cause à chaque congrès sa stratégie fondamentale. » Nous avons bien autre chose à faire que de la mauvaise tactique. Le V^e Congrès du P.S.U. ne répondra à l'attente de nombreux militants, de nombreux sympathisants, que dans la mesure où il sera un pas de plus dans la définition d'un programme socialiste cohérent, dans la mesure où il ouvrira des perspectives de travail claires et sérieuses. Le texte n° 1, qui ne saurait en aucun cas répondre à ces préoccupations, me paraît devoir être rejeté. Le texte n° 2 constitue une base de travail beaucoup plus satisfaisante. Il doit permettre un sérieux travail de réflexion, de précision, d'élaboration d'amendements. — Jean-François PERTUS, Secrétaire national étudiant.



Une affaire d'habileté

Cinéma

Jean Helms à Cannes

LE MAL DE VIVRE DE LOSEY! Losey nous a démontré ces dernières années qu'il pouvait dérouter les plus assurés, depuis son fameux « Modesty Blaise » où il rompaît avec le surréalisme angoissé des films précédents pour l'humour et les couleurs les plus raffinés. Également en couleurs, « Occident » amorce une nouvelle conception du tournage au rythme beaucoup plus lent, aux effets soigneusement gommés. Seule, la déflagration de l'accident de voiture viendra rompre quelques secondes ce long silence peuplé par des regards, des caresses et des abandons.

En somme, trois comparses ont brisé physiquement un jeune innocent qui n'avait pas compris les règles byzantines de ce jeu sensuel et fiévreux. L'héroïne peut repartir en Autriche, elle a épuisé, pour un temps, les plaisirs de sa sombre beauté et la vanité d'une culture où l'amour devient une affaire d'habileté.

On retrouve de nouveau le thème cher à l'auteur du « Servant » du jeune gentleman symbolisant une certaine forme d'impossible pureté. Si les hauts lieux de l'Angleterre mûris par des siècles de culture et de courtoisie sont incapables de donner une solution à des problèmes aussi essentiels que l'amour et le plaisir, c'est bien dans cette société que ne va pas dans cette société. C'est ce poignant mal de vivre, sublimé par la beauté des prises de vues et des personnages, que Losey traîne depuis son perpétuel exil.

DIX ANS DE SOUFFRANCE EN HONGRIE : « C'est difficile d'être communiste. Quand on parle trop fort on fatigue les gens, quand on parle trop doucement, on ne nous entend plus. » Cet aveu désabusé d'un héros de « Dix Mille Soleils » donne le ton du beau film de Ferenc Kósa. Pour la

première fois dans l'Histoire, dix ans après Budapest, un communiste hongrois (il nous l'a assuré) ose se retourner sur son passé avec un regard à la fois lucide et indulgent.

Dans ces images dont la froide splendeur est d'une facture désormais accomplie, ce film retrace la vie de deux amis d'un même village que le destin va constamment et douloureusement affronter. Depuis 1930, Istvan (Tibor Molnar) n'a qu'une idée : cesser de se louer comme domestique pour être enfin son propre propriétaire et offrir une maison à la femme qu'il a épousée (la belle Gyöngy Bürös). Son ami Fulop (Inos Koltai) lui, organise la distribution des terres, lutte pied à pied pour amener les sacs de pommes de terre à la coopérative ou défendre la paille au moment des grands froids.

Et puis un jour de 56 arrive un résistant qui vient délivrer la population. Mais les hommes sont trop pauvres, trop écrasés par le sort pour se réjouir. Les policiers exécutés sommairement, la vie continue, aussi dure qu'avant. Peut-être imperceptiblement moins difficile. C'est finalement sur ce sentiment que le vieil Istvan nous laisse avec son fils lorsqu'on livre au village, dans un silence vieux de mille ans, un immense cylindre de métal. Au bout de dix mille soleils dit le poète Attila József, la terre n'appartient plus aux paysans.

Pour décrire cette longue épopée, le chef de la photo, Sandor Sara a tiré de sa caméra des images d'une rare qualité. A travers ses films, la Hongrie exprime ainsi une vigueur et une gravité lourdes des sacrifices imposés sans les grands enthousiasmes d'Octobre. C'est peut-être de cette rare conjoncture d'une technique éprouvée et d'une sérénité de l'inspiration qui classe cet auteur de trente ans avec Jancsó et Kardos en tête des pays de l'Est.

Théâtre

Chasser le Dragon

Claude Glayman

Il revient. On aura compris que le dragon n'est ni plus ni moins que lâcheté, démission enfouies au plus profond de nous-mêmes au point que les plus héroïques tentatives pour l'exorciser demeurent vaines. Voilà pour la parabole de la pièce d'E. Schwarz que P. Debauche vient de monter à Nanterre à l'occasion du troisième festival de cette ville.

Pour le reste, cette œuvre du théâtre soviétique, désormais célèbre, se présente comme un conte philosophique, fantastique où voisinent Kafka, Perrault et peut-être bien Tchekhov. Entendons-nous, cette dramaturgie n'est nullement désincarnée par la thèse qu'elle sert, elle se nourrit au contraire d'une intrigue qui pour libre qu'elle soit, n'en est pas moins fertile en rebondissements et en échappées de la meilleure veine. Il est d'ailleurs utile de mentionner que si la pièce fût écrite durant le siège de Leningrad avec des allusions évidentes, la censure stalinienne crût nécessaire d'en interdire la représentation, inquiète d'autres allusions qui auraient pu sourdre...

Quoi qu'il en soit, « Le Dragon », comme tout conte, destiné ou non à la scène, vaut par la vigueur du récit ou de la représentation. N'ayant point assisté à la mise en scène de Benno Besson l'an dernier au Théâtre des Nations, je n'oserais aucune comparaison. Mais même sans références, il faut bien avouer que la réalisation de Debauche n'est pas très convaincante. Je ne conteste pas tous les obstacles que cet animateur courageux a dû affronter et j'admets volontiers que ces difficultés ont très certainement hypothéqué

les qualités d'une troupe et d'un animateur dont l'éloge n'est plus à faire. Mais au-delà de ces attendus, se profilent un contresens et un échec. Cette fois, le courant ne passe pas, la pièce est très rarement incarnée et l'on demeure toujours extérieur à ce qui se déroule devant nous. Pourquoi ce manque de vie et de vitalité? Diverses raisons seront avancées, pour notre part nous déplorerons que Debauche n'ait opté pour aucun des styles homogènes qui s'offraient à lui. Il pouvait choisir le fantastique pur, comme d'une certaine manière l'ont fait Barrault et Béjart pour St Antoine. Il pouvait créer un climat oppressif qui aurait rendu tout son sens à la victoire permanente d'un dragon dont la mort est secondaire. Il pouvait s'imprégner d'une référence historique spécifique et de son climat. Au lieu de cela Debauche a peut-être visé une synthèse alors qu'il ne s'en tient qu'au niveau de l'éclectisme le plus dénué de réalité. Cette volonté de synthèse est d'autant plus critiquable qu'il fallait des moyens considérables pour l'exprimer dans toutes les dimensions souhaitables.

Cet échec ne sera, on en est profondément persuadé, que l'exception à la règle du succès. C'est pourquoi, malgré notre déception, nous émettons des vœux pour le Festival de Nanterre en espérant que Debauche pourra bientôt bénéficier de la Maison de la Culture dont Nanterre et son équipe ont le plus légitime besoin. Le plus tôt sera le mieux. □

« Le Dragon » d'E. Schwarz, adaptation de G. Soria, mise en scène de P. Debauche. Théâtre des Amandiers - Nanterre - Tél. : BOI 37-13.

Semaine TV

CIVILISATIONS DISPARUES. Présentée par le Service de la Recherche de F.O.R.T.F. : « Mort et métamorphose des Civilisations » une émission de Julien Pappet, à laquelle participent Max-Pol Fouchet, le professeur Balandier et Robert Jaulin, ethnologue. (21 mai, 1^{re} chaîne, 21 h 15.)

Filmé par Nancy Galland, le trésor de celui qui fait courir Paris, le toujours jeune pharaon : « Toutankhamon » (22 mai, 1^{re} chaîne, 21 h 10.)

MAFFIA ET CIE. Dans le cadre de la « soirée historique », un film-choix parmi les plus intéressants qu'ait produit le cinéma italien, et même le cinéma mondial, ces dernières années : « Salvatore Giuliano » de F. Rosi, film-enquête sur d'authen-

tiques événements. Après la projection, débat entre des spécialistes de l'Italie, de la Sicile, de la Mafia : Eugène Manoni, Edmonde Charles Roux, Dominique Fernandez. (25 mai, 2^e chaîne, 20 h 30.)

Le célèbre Mike Hammer, héros de Mickey Spillane, dans une sombre histoire policière, pas très originale, mais sublimée par la mise en scène du « gros bob » : Aldrich au meilleur de sa forme qui nous entraîne « En quatrième Vitesse ». (26 mai, 2^e chaîne, 20 h 30.)

A lire

Une revue ingénieuse, bien documentée et utile. Paraissant chaque mois et consacrée à un grand thème historique.

Il faut lire « Les Cahiers de l'Histoire » que dirige notre ami Roger Dauphin.

Le numéro 3 F - 6, rue-du-fg-Poissonnière, Paris-10^e.

Derniers des principaux titres parus : « L'Afrique de 1800 à nos jours » - « L'Afrique des origines à la fin du XVIII^e siècle » - « Le procès de Nuremberg » - « Les élections en France de 1789 à nos jours », etc.

Courant mai dans leur nouvelle collection « Hommes Présents », les éditions du Certurion annoncent un « Pierre Mendès France » par Jacques Nautet.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin
ODE. 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Le rouge et le noir

Languedoc-Roussillon

La décolonisation est en route

Jacques Compère

Le dimanche 7 mai s'est tenue à Montpellier, une rencontre régionale sur le thème « La gauche nouvelle face aux problèmes du Languedoc-Roussillon ».

Organisée à l'initiative des fédérations P.S.U. de la région, cette rencontre rassembla quelque 250 militants P.S.U. et sympathisants de la « gauche nouvelle ».

Le Languedoc-Roussillon

La « Région de programme » du Languedoc-Roussillon, ce sont les départements des Pyrénées-Orientales, de l'Aude, du Gard, de l'Hérault et de la Lozère.

Les problèmes économiques ont été étudiés sous trois aspects :

Le 5^e Plan gaulliste pour la région ; l'aménagement du territoire ; les problèmes agricoles.

Ces derniers n'ont pas manqué de réapparaître à plusieurs reprises et en particulier le problème du vin.

Le vin et les cultivateurs

En effet, parmi les problèmes agricoles, celui de la viticulture est particulièrement aigu.

La mévente du vin est due, au premier chef à ce que la qualité n'a pas progressé alors que les buveurs de vin deviennent de plus en plus difficiles. Mais comment améliorer la qualité du vin ? Il y faudrait de gros capitaux dont les petits viticulteurs manquent absolument : ils sont déjà endettés de la valeur d'une récolte qu'ils n'ont pu vendre au bout d'un an et demi.

La mévente est due aussi à une très mauvaise organisation de la commercialisation. Mauvaise du moins pour le producteur car le négociant, lui, n'y perd rien.

La coopération

La solution à cette déplorable commercialisation serait probablement une prise en mains par les coopératives viticoles ou mieux d'unions de coopératives, voire de fédérations à l'échelon national.

Mais il y faudrait plus d'esprit coopératif de la part des viticulteurs et aussi une meilleure connaissance des questions commerciales de la part des dirigeants des coopératives ou des unions.

A condition que les petits viticulteurs entreprennent de s'organiser eux-mêmes sans attendre l'aide de l'État, il ne serait pas du tout impossible de promouvoir cette organisation coopérative de la commercialisation des vins.

Un argument commode et démagogique consiste à attribuer la mé-

vente aux importations de vins algériens. En réalité, bien des vins français ne pourraient se vendre si on ne les coupait pas avec les vins algériens. Mais il faut un certain courage pour le dire ici.

Les petites exploitations

Autre problème, angoissant surtout pour les agriculteurs de la montagne, celui des trop petites exploitations, marginales ou infra-marginales, dont l'exploitation est de moins en moins rentable. Faudra-t-il abandonner ces zones trop pauvres ? Mais alors que deviendront les exploitants ? Il ne semble pas que le V^e Plan prenne position sur ce point. Une planification socialiste devrait résoudre cette question avant les autres.

Pourtant, le bilan de la production agricole est loin d'être négatif. Le réseau des canaux d'irrigation du Bas-Rhône - Languedoc progresse régulièrement. Il permet d'irriguer 160.000 hectares.

C'est un gros progrès pour la production. C'en est un moins grand pour la population. Il faudrait en effet éviter que ces terres rendues irrigables tombent entre les mains des grosses entreprises capitalistes, souvent étrangères.

Il serait plus normal de songer à recaser les petits exploitants des régions déshéritées chassés de leurs exploitations de moins en moins rentables.

Il ne s'agirait d'ailleurs pas tant de les recaser sur d'autres petites exploitations individuelles que d'organiser des exploitations communautaires plus vastes, mieux équipées, et exploitées en commun par plusieurs familles.

Le plus gros reproche qu'on peut faire à la Compagnie du Bas-Rhône - Languedoc, c'est d'être gérée d'une manière tout technocratique : c'est-à-dire en refusant tout avis s'il n'est pas le fait d'un technicien *ad hoc*. L'aspect humain est forcément négligé, surtout quand la Compagnie, tenue par ses règles capitalistes, est obligée de « rentabiliser » à tout prix l'eau qu'elle distribue.

On pourrait apporter le même reproche de technocratie et de capitalisme aux S.A.F.E.R. Mais, en fait, leur action est limitée par l'insuffisance des crédits dont elles disposent.

On parle beaucoup dans la région de l'Aménagement du Littoral et de la Mission Racine.

Parachutée de Paris, directement soumise au pouvoir central, cette « mission » tient peu compte des in-

térêts locaux. Achetant souvent à bas prix des terres à des propriétaires qui ne savent pas ou ne peuvent pas se défendre, elle les aménage et ensuite les revend au prix de revient à des capitalistes français ou étrangers.

Ceux-ci ont l'intention soit de spéculer, soit de vendre des loisirs au prix fort, sans souci de tourisme populaire, quelques touristes riches rapportant plus et à moins de frais que beaucoup d'estivants modestes.

Quant à l'emploi, il n'en sera que peu accru et en tout cas pas au bénéfice des gens du pays.

Le Plan gaulliste et les technocrates

D'une manière générale, le développement de la région ne dépend plus de ses habitants. Les plans quinquennaux et les « enveloppes » sont déterminés par les idées à priori des technocrates parisiens ou par les préférences politiques du Pouvoir central ou par l'influence plus ou moins grande auprès de lui des notables locaux.

Le V^e Plan régional a été établi, théoriquement par la C.O.D.E.R. Mais en fait, celle-ci n'est qu'un alibi du Pouvoir. D'une part, elle n'a de pouvoir que de consultation. Et même sur ce plan, toutes les précautions nécessaires ont été prises par les autorités pour que les membres de la C.O.D.E.R. ne reçoivent les propositions à étudier que beaucoup trop tard. Ainsi, ils ne peuvent les étudier suffisamment et encore moins les soumettre aux collectivités qu'ils sont sensés représenter.

Enfin, le V^e Plan régional laisse les questions essentielles sans réponses :

quid du reclassement des agriculteurs des régions pauvres.

quid des mineurs de la région d'Alès menacés de chômage définitif ?

quid du vin de plus en plus difficile à résorber dans un contexte capitaliste, du retard de l'urbanisation et de l'aménagement rural ?

Il apparaît alors de plus en plus nettement que la solution des problèmes économiques est conditionnée par le régime politique.

La situation politique de la gauche

La situation de la gauche dans notre région est apparue plus clairement à l'occasion des élections législatives.

La crise viticole en particulier, et agricole en général, créent un mécontentement et déterminent une poussée à gauche dont ont profité les candidats du P.C. et de la F.G.D.S.

De même, dans les bassins miniers où l'inquiétude pour l'avenir grandit de jour en jour, la gauche et le P.C. en particulier ont gagné des voix.

Par contre, là où la désindustrialisation est plus avancée, comme à Béziers, la disparition de l'élément ouvrier entraîne un fléchissement de la gauche.

La concentration urbaine, qui se manifeste surtout par un accroissement du secteur tertiaire, entraîne aussi un recul de la gauche dans les grandes villes. L'apport massif des rapatriés a joué dans le même sens.

Le P.C. reste toutefois fortement implanté. Quant à la Fédération, il semble que son apparition ait eu surtout pour résultat de consolider les candidats style IV^e République.

Ce qui ne peut que retarder le renouvellement de la gauche.

Ainsi, la « gauche nouvelle » repart à zéro. Elle est limitée à gauche par le puissant appareil du P.C. et à droite par le réseau traditionnel des notables socialistes ou radicaux.

Pour percer, il faudra que la gauche nouvelle explore des secteurs nouveaux. Il lui faudra ouvrir des portes sur les syndicats, sur les associations culturelles, sur les coopératives, et d'une manière générale sur les esprits jeunes, chez les étudiants en particulier.

Et pour lutter contre cette dépolitisation dans laquelle se complait la province en voyant que Paris accapare toutes les décisions, le nouveau socialiste passe par une prise de conscience d'une existence, d'une vie régionale.

Pour cela, il nous faut faire apparaître l'unité et l'originalité de notre région sur le plan culturel.

Sur le plan économique, il faudra faire ressortir la communauté d'intérêt qui résulte de la situation géographique, des grandes voies de communication, de la communauté d'intérêt des petits viticulteurs et des petits exploitants, etc.

Sur le plan politique, il nous faut revendiquer la constitution d'instances régionales, la démocratisation de la C.O.D.E.R., la participation du peuple à la direction de la Compagnie du Bas-Rhône - Languedoc et de l'aménagement du littoral.

Enfin, à l'intérieur même de nos partis, il nous incombe de faire surgir une organisation régionale, élargissant les horizons des Fédérations départementales.

Mais toutes les fonctions internes d'un parti ne peuvent trouver leur place à l'échelon régional. L'animation et la formation, l'information, ne peuvent guère se réaliser qu'à l'échelon local.

Le contre-plan régional

Par contre, la « recherche » et la « planification » semblent devoir bénéficier de ce début de concentration (et de décentralisation) par la mise en commun par les Fédérations départementales des hommes les plus aptes, chacun dans sa spécialité, à l'étude, à la cogitation et à la synthèse.

Encore faudra-t-il éviter la constitution d'un brain-trust régional. C'est par la consultation constante des échelons de base, par les enquêtes dans la population pratiquées « in situ », dans les quartiers et dans les communes rurales, par les militants locaux que l'échelon régional pourra collecter la matière vivante de ses synthèses.